

4° à l'alinéa 3, les mots « Le dépôt par le ministre intéressé, ainsi que la publication des comptes » sont remplacés par les mots « Les dépôts prévus aux alinéas 1er et 2 ».

Art. 12. L'article 19 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 19. Le Ministre ayant les transports en commun dans ses attributions nomme un commissaire du gouvernement auprès de chacune des sociétés. Celui-ci assiste, avec voix consultative, aux réunions des organes de gestion. Il a les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de sa mission.

Le commissaire du gouvernement peut suspendre l'exécution de toute décision qu'il estime contraire à la loi, aux statuts ou à l'intérêt général.

Pour prendre son recours, il dispose d'un délai de quatre jours francs à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise s'il y était présent et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance.

Si, dans un délai de vingt jours francs commençant le même jour que le délai visé ci-avant, le Ministre, saisi du recours, n'a pas prononcé l'annulation, la décision devient définitive. »

Art. 13. Un article 19bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 19bis. Le Ministre ayant le Budget dans ses attributions nomme un délégué auprès de chacune des sociétés. Celui-ci assiste, avec voix consultative, aux réunions des organes de gestion. Il a les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de sa mission.

Le délégué du Ministre du Budget peut suspendre l'exécution de toute décision qui a une incidence budgétaire ou financière.

Les délais de recours du délégué et d'annulation du Ministre du Budget sont ceux prévus à l'article 19, alinéas 3 et 4. »

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur à une date à fixer par le Roi et au plus tard, le 1er mai 1987.

Les mandats des membres de l'actuel conseil d'administration prennent fin à la même date.

Art. 15. Notre vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et Notre Ministre des Communications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
de la Politique scientifique et du Plan,

G. VERHOFSTADT

Pour la Ministre des Communications
et du Commerce extérieur, absent :
Le Ministre des Classes moyennes,

J. BUCHMANN

**MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
ET MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS**

F. 87 — 706

Arrêté royal n° 523 modifiant la loi du 19 juin 1978 relative à la gestion du territoire de la rive gauche de l'Escaut à hauteur d'Anvers et portant des mesures de gestion et d'exploitation du port d'Anvers

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté, a pour but d'adapter la Loi du 19 juin 1978 relative à la gestion du territoire de la rive gauche de l'Escaut à hauteur d'Anvers et portant des mesures de gestion et d'exploitation du port d'Anvers, de sorte que l'Etat ne devra plus intervenir, à partir de 1987 dans les résultats négatifs de l'exploitation du port de la rive gauche de l'Escaut.

4° in het derde lid worden de woorden « Het neerleggen door de betrokken minister alsmede de bekendmaking van de rekeningen » vervangen door de woorden « De in het eerste en tweede lid bedoelde neerleggingen ».

Art. 12. Artikel 19 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 19. De Minister tot wiens bevoegdheid het gemeenschappelijk vervoer behoort, benoemt een regeringscommissaris bij elk van de maatschappijen. Deze woont, met raadgevende stem, de vergaderingen van de bestuursorganen bij. Hij beschikt voor het vervullen van zijn opdracht over de ruimste bevoegdheid.

De regeringscommissaris kan de uitvoering opschorten van elke beslissing die hij met de wet, met de statuten of met het algemeen belang strijdig acht.

Om beroep in te stellen beschikt hij over een termijn van vier vrije dagen met ingang van de dag van de vergadering waarop de beslissing werd genomen indien hij erop aanwezig was en, en het tegenovergestelde geval, met ingang van de dag waarop hij er kennis van heeft gekregen.

Heeft de Minister bij wie het beroep werd ingesteld, binnen een termijn van twintig vrije dagen, ingaande dezelfde dag als de bovenbedoelde termijn, de nietigverklaring niet uitgesproken, dan wordt de beslissing definitief. »

Art. 13. Een artikel 19bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 19bis. De Minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort, benoemt een afgevaardigde bij elk van de maatschappijen. Deze woont, met raadgevende stem, de vergaderingen van de bestuursorganen bij. Hij beschikt voor het vervullen van zijn opdracht over de ruimste bevoegdheid.

De afgevaardigde van de Minister van Begroting kan de uitoefening opschorten van elke beslissing met een budgettaire of financiële terugslag.

De termijnen voor het beroep van de afgevaardigde en voor de vernietiging door de Minister van Begroting zijn deze bedoeld in artikel 19, lid 3 en 4. »

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum en ten laatste op 1 mei 1987.

De mandaten der leden van de huidige raad van bestuur nemen op dezelfde datum een einde.

Art. 15. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Onze Minister van Verkeerswezen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
Wetenschapsbeleid en het Plan,

G. VERHOFSTADT

Voor de Minister van Verkeerswezen
en Buitenlandse Handel, afwezig :
De Minister van Middenstand,

J. BUCHMANN

**MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN
EN MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN**

N. 87 — 706

Koninklijk besluit nr. 523 tot wijziging van de wet van 19 juni 1978 betreffende het beheer van het Linkerscheldeovergebied ter hoogte van Antwerpen en houdende maatregelen voor het beheer en de exploitatie van de haven van Antwerpen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit voor te leggen, heeft tot doel de Wet van 19 juni 1978 betreffende het beheer van het Linkerscheldeovergebied ter hoogte van Antwerpen en houdende maatregelen voor het beheer en de exploitatie van de haven van Antwerpen, aan te passen zodanig dat het Rijk vanaf 1987 niet meer tussenkomst in de negatieve exploitatieresultaten van de Haven op de Linkerscheldeover.

La prise en charge par l'Etat du déficit d'exploitation n'étant plus prévue, il y a lieu d'adapter légèrement la loi tout en respectant les équilibres incorporés dans la loi de 1978. La suppression de l'article 21 et la modification de l'article 13 répond à ce souci.

Par suite de la suppression du Conseil pour la politique portuaire et industrielle, il s'impose d'adapter l'article 29.

Par ailleurs, les équilibres inscrits dans la loi, à savoir l'unité de gestion par Anvers des ports de la rive gauche et de la rive droite de l'Escaut, ainsi que le particularisme des territoires concernés du Pays de Waas, sont entièrement respectés.

Afin de rendre au plus tôt la gestion portuaire et le développement industriel plus cohérents et plus opérationnels, il y a lieu de mettre tout en oeuvre pour accélérer l'entrée en vigueur de la Loi. Cet objectif est poursuivi par le biais d'une modification de l'article 33.

Sous réserve des considérations qui suivent, il a été tenu compte de l'avis du Conseil d'Etat.

Au sujet de certains articles le Conseil a formulé dans son avis la remarque que l'effet bénéfique sur les dépenses n'en serait pas apparent ou ferait même totalement défaut.

On constate que la loi de 1978 n'est toujours pas entrée en vigueur. Les résultats négatifs de l'exploitation du port de la rive gauche sont actuellement à charge de l'Etat.

Comme il est souligné ci-dessus le souci majeur du Gouvernement s'avère être de transférer cette charge aux instances qui selon la loi de 1978 sont responsables de la gestion et de l'exploitation.

Vu l'expérience acquise par la création de la Société pour la politique foncière et industrielle, l'abrogation des articles 16 et 17 permet de renoncer à la création du Conseil pour la politique portuaire et industrielle.

Par cette abrogation, il suffit de recueillir l'avis de la Société pour permettre au Roi, sur proposition des Ministres des Communications et des Travaux publics (article 5, 3e), de délimiter la région portuaire.

Tels sont les objectifs du présent projet d'arrêté que trouve son fondement légal dans l'article 1, 2e, e) de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

L'adaptation de l'article 9 s'inspire du fait que la loi entrerait immédiatement en vigueur et que les terrains doivent pouvoir être mis immédiatement à disposition, tandis que l'adaptation de l'article 11 constitue pour la ville d'Anvers un meilleur gage quant aux terrains qui lui seront transférés et aux conditions auxquelles cela s'effectuera. Tous ces terrains sont dans la pratique destinés au transbordement et à l'entreposage portuaire et il n'y a, par conséquent, contrairement à ce que remarque le Conseil d'Etat, pas de restriction.

En vue d'accélérer l'exécution de la Loi, l'article 18 précise sur la proposition de qui doit se faire la création du Conseil de Concertation.

Afin que ce but soit réalisé il est nécessaire de fournir à ces instances les possibilités d'exploiter le port d'une façon rentable pour pouvoir assumer cette charge complémentaire.

Il s'en suit que toutes les dispositions du présent arrêté forment un ensemble équilibré permettant de réaliser la réduction des charges ce qui est somme toute le but global du présent projet, même si certains des articles pris séparément ne font peut-être pas ressortir cet effet.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Pour le Ministre des Communications
et du Commerce extérieur, absent :
Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
de la Politique scientifique et du Plan,

G. VERHOFSTADT

Le Ministre des Travaux publics,
L. OLIVIER

Nu de tenlastenneming van het negatief exploitatieresultaat door de Staat niet langer wordt voorzien dient de wet enigszins aangepast te worden mits eerbiediging van de in 1978 in de wet ingebouwde evenwichten. De opheffing van artikel 21, en de wijziging van artikel 13 komen hieraan tegemoet.

Ingevolge de opheffing van de op te richten Raad voor haven- en industrialisatiebeleid dient artikel 29 te worden aangepast.

Overigens worden de in de wet ingebouwde evenwichten, nl. het eenheidsbeheer door Antwerpen van de havens op de linker- en rechter Scheldeoever, alsmede het respect voor de eigenheid van de betrokken Wase gebieden volledig geëerbiedigd.

Teneinde het havenbeheer en de industriële ontwikkeling van het gebied zo spoedig mogelijk meer coherent en operationeel te maken, dient alles in het werk gesteld om de inwerkingtreding van de Wet te bespoedigen. Dit doel wordt nagestreefd door een wijziging van artikel 33.

Er werd rekening gehouden met het advies van de Raad van State behoudens voor wat hierna wordt uiteengezet.

De Raad heeft in zijn advies de opmerking geformuleerd met betrekking tot een aantal artikelen van het ontwerp, als dan het kostenbesparend effect ervan niet duidelijk zou zijn of zelfs geheel ontbreekt.

Er dient vastgesteld dat de wet van 1978 nog steeds niet in werking is getreden. De Staat draagt nu de negatieve exploitatieresultaten van de haven op de Linkeroever.

De hoofdbekommernis van de Regering zoals hierboven uiteengezet is deze last over te dragen aan de inzake beheer en exploitatie bevoegde instanties voorzien in de wet van 1978.

Gelet op de opgedane ervaring ingevolge de oprichting van de Maatschappij voor Grond- en Industrialisatiebeleid kan door de opheffing van de artikelen 16 en 17 worden verzaakt aan de oprichting van de Raad voor Haven- en Industrialisatiebeleid.

Door deze opheffing volstaat het het advies van de Maatschappij in te winnen voor de afbakening van de grenzen van het havengebied door de Koning, op voorstel van de Ministers van Verkeerswezen en Openbare Werken (artikel 5, 3e).

Dit zijn de doeleinden van voorliggend ontwerp van besluit, dat zijn rechtsgrond vindt in artikel 1, 2e, d) van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

De aanpassing van het artikel 9 is ingegeven door het feit dat de wet onmiddellijk zou in werking treden en de terreinen onmiddellijk ter beschikking moeten kunnen gesteld worden, terwijl de aanpassing van artikel 11 aan de stad Antwerpen meer zekerheid geeft over de gronden die haar zullen overgedragen worden en de voorwaarden daarvan. In de praktijk zijn dus al deze gronden voor overslag en havengebonden opslag bestemd en is er dus geen beperking zoals de Raad van State ten onrechte opmerkt.

Met het oog op het versnellen van de uitvoering van de Wet preciezer artikel 18, op wiens voordracht de oprichting van de Raad van Overleg dient te geschieden.

Opdat zulks zou gerealiseerd kunnen worden is het noodzakelijk aan deze instanties de mogelijkheden te bieden de haven rendabel exploiteerbaar te maken om deze bijkomende last te kunnen dragen.

Hieruit volgt dat alle bepalingen van dit ontwerp een evenwichtig geheel vormen die moeten toelaten, zelfs indien bepaalde artikelen individueel beschouwd misschien geen direct kostenbesparend effect laten vermoeden, het kostenbesparend doel van het ontwerp in zijn geheel genomen te realiseren.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

Voor de Minister van Verkeerswezen
en Buitenlandse Handel, afwezig :
De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
Wetenschapsbeleid en het Plan,

G. VERHOFSTADT

De Minister van Openbare Werken,
L. OLIVIER.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre bis, saisi par le Premier Ministre, le 23 mars 1987, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° ... « modifiant la loi du 19 juin 1978 relative à la gestion du territoire de la rive gauche de l'Escaut à hauteur d'Anvers et portant des mesures de gestion et d'exploitation du port d'Anvers », a donné le 24 mars 1987 l'avis suivant :

Vu le bref délai qui lui a été imparti et le nombre de projets qui lui ont été soumis pour avis dans une même période, le Conseil d'Etat n'a pu consacrer au projet qu'un examen sommaire. Cet examen donne lieu aux observations suivantes.

1. Le projet d'arrêté royal numéroté tend, en premier lieu, à abroger l'article 21 de la loi du 19 juin 1978 qui met les résultats d'exploitation du port au profit ou à la charge de l'Etat au cours de la période de mise en route et de la première période de dix ans, et, corrélativement, à modifier l'article 13 de la même loi en ce sens que, pendant la même période, le bénéfice d'exploitation de la Société pour la politique foncière et industrielle de la rive gauche de l'Escaut, visée à l'article 6 de la loi, sera en première instance destiné à couvrir les pertes de l'exploitation du port de la rive gauche de l'Escaut (article 9 partim et 5 partim).

Il est manifeste que la loi de pouvoirs spéciaux du 27 mars 1986 n'habilite pas le Roi à renoncer aux résultats d'exploitation du port qui seraient favorables pour l'Etat, ni à régler la répartition des bénéfices entre les actionnaires de la société susvisée.

Sous cette réserve, l'abrogation de l'article 21 et la modification de l'article 13 peuvent être réputées trouver un fondement légal dans la disposition, invoquée au préambule, de l'article 1er, 2°, d, de cette loi. En effet, ces mesures tendent à diminuer les charges publiques en limitant ou en réduisant les dépenses publiques par la modification de dispositions légales — même si celles-ci n'ont pas encore été mises en vigueur — pouvant entraîner des dépenses à charge de l'Etat, ou en sont la conséquence directe.

2. Il ne peut échapper au Gouvernement que le régime de l'article 13, nouveau, relatif à l'affectation du bénéfice d'exploitation de la société, n'est qu'un régime temporaire, applicable jusqu'au 30 mars 1997.

3. En second lieu, le Gouvernement entend abandonner, en abrogeant les articles 16 et 17 de la loi (article 9 partim), la création envisagée d'un Conseil de la politique portuaire et industrielle; les autres dispositions de cette loi qui ont trait au conseil précité, à savoir les articles 5, dernier alinéa, et 29 sont dès lors modifiées de telle sorte que la société déjà mentionnée, visée à l'article 6 de la loi, s'y substitue (article 2 et 7 en projet).

Il est généralement admis que la suppression ou la fusion d'organes consultatifs a un effet d'économie. On peut dès lors considérer que, sur ce point aussi, le projet d'arrêté trouve un fondement légal suffisant dans la loi de pouvoirs spéciaux.

4. Par ailleurs les articles 3 et 4 du projet ont pour objet la modification de l'alinéa 3 de l'article 9 et de l'alinéa 1er de l'article 11 de la loi; il n'est pas directement établi que ces dispositions légales, relatives aux terrains de la région portuaire, entraînent des dépenses à charge de l'Etat.

C'est sous cette réserve que le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait que le nouvel alinéa 3 de l'article 9 omet, sans motif apparent, la disposition qui habilite le Roi à fixer les conditions de la cession des terrains de la zone industrielle et de la zone portuaire, et que le nouvel alinéa 1er de l'article 11 limite — à nouveau sans que le motif en apparaisse clairement — la faculté pour la ville d'Anvers d'acquiescer dans la zone portuaire des terrains tels qu'ils sont visés à l'article 5, alinéa 1er, 2° et 3°, de la loi, aux terrains énumérés dans le projet qui sont destinés au transbordement et à l'entreposage portuaire.

5. Enfin, le projet comprend trois dispositions dont il faut bien constater sans plus qu'elles ne modifient pas des dispositions légales entraînant des dépenses à charge de l'Etat.

5.1. Tel est le cas de l'article 1er du projet, qui se limite d'ailleurs, dans le texte néerlandais, à ajouter l'article défini « de » à l'article 5, 3° actuel, de la loi, et dans le texte français, à remplacer l'article indéfini « des » par l'article défini « les ».

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer bis, op 23 maart 1987 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. ... « tot wijziging van de wet van 19 juni 1978 betreffende het beheer van het Linkerscheldeoevergebied ter hoogte van Antwerpen en houdende maatregelen voor het beheer en de exploitatie van de haven van Antwerpen », heeft op 24 maart 1987 het volgend advies gegeven :

Gezien de hem toegemeten tijd en gelet op het aantal ontwerpen dat hem voor advies binnen dezelfde periode is overgelegd, heeft de Raad van State aan het ontwerp slechts een kort onderzoek kunnen wijden. Dit onderzoek leidt tot de hiernavolgende opmerkingen.

1. In de eerste plaats strekt het ontwerp van genummerd koninklijk besluit ertoe artikel 21 van de wet van 19 juni 1978, dat de exploitatieresultaten van de haven gedurende de aanloopperiode en de eerste tien jaar ten gunste of ten laste van de Staat legt, op te heffen en, als gevolg daarvan, artikel 13 van dezelfde wet in die zin te wijzigen dat gedurende dezelfde periode het batig exploitatiesaldo van de bij artikel 6 van de wet bedoelde Maatschappij voor het grond- en industrialisatiebeleid op de linkerscheldeoever in eerste instantie wordt aangewend voor de dekking van de verliezen van de exploitatie van de haven op de linkerscheldeoever (de artikelen 9 partim en 5 partim).

Het ligt voor de hand dat de bijzondere-machtenwet van 27 maart 1986 de Koning geen bevoegdheid verleent om de voor de Staat gunstige exploitatieresultaten van de haven te verzaken, noch om de verdeling van de winst onder de aandeelhouders van de eergenoemde maatschappij te regelen.

Onder dat voorbehoud kunnen de opheffing, respectievelijk wijziging van de artikelen 21 en 13 geacht worden rechtsgrond te vinden in het in de aanhef vermeld artikel 1, 2°, d, van die wet. Ze strekken immers tot vermindering van de openbare lasten via het beperken of verminderen van de openbare uitgaven door het wijzigen van wettelijke bepalingen — weze het dat deze nog niet in werking werden gesteld — die uitgaven ten laste van de Staat tot gevolg kunnen hebben of er het direct gevolg van zijn.

2. Het mag de Regering niet ontgaan dat de regeling van het nieuwe artikel 13 met betrekking tot de aanwending van het batig exploitatiesaldo van de maatschappij slechts een tijdelijke regeling is die geldt tot 30 maart 1997.

3. In de tweede plaats beoogt de Regering de in het vooruitzicht gestelde oprichting van een Raad voor haven- en industrialisatiebeleid te laten varen door de opheffing van de artikelen 16 en 17 van de wet (artikel 9 partim); de overige bepalingen van deze wet die op die raad betrekking hebben namelijk de artikelen 5, laatste lid, en 29 worden dienvolgens gewijzigd derwijze dat de bij artikel 6 van de wet bedoelde, eerderevermelde maatschappij in de plaats ervan komt (artikelen 2 en 7 van het ontwerp).

Algemeen wordt aanvaardt dat het afschaffen of samensmelten van adviesorganen een kostenbesparend effect heeft. Er mag dus aangenomen worden dat het ontwerp-besluit, ook wat dat betreft, voldoende rechtsgrond vindt in de bijzondere-machtenwet.

4. Voorts beogen de artikelen 3 en 4 van het ontwerp de wijziging van het derde lid van artikel 9 en van het eerste lid van artikel 11 van de wet; van deze met de gronden van het havengebied verband houdende bepalingen van de wet is niet direct aangetoond dat zij uitgaven ten laste van de Staat tot gevolg hebben.

Het is onder dat voorbehoud dat de Raad van State de aandacht erop vestigt dat het nieuwe derde lid van artikel 9 de bepaling die aan de Koning de bevoegdheid geeft om de voorwaarden van de overdracht van de gronden in het industriegebied en in het havengebied te bepalen, zonder verklaarbare reden, achterwege laat en dat het nieuwe eerste lid van artikel 11 — eveneens zonder dat hierover duidelijkheid bestaat — de mogelijkheid voor de stad Antwerpen om in het havengebied gelegen gronden als bedoeld in artikel 5, eerste lid, 2° en 3°, van de wet alsnog te verwerven, beperkt tot de in het ontwerp opgesomde gronden die bestemd zijn voor overslag en havengebonden opslag.

5. Tenslotte bevat het ontwerp een drietal bepalingen waarvan zonder meer dient te worden vastgesteld dat zij geen wettelijke bepalingen wijzigen die uitgaven ten laste van de Staat tot gevolg hebben.

5.1. Dit is het geval voor artikel 1 van het ontwerp, hetwelk zich overigen beperkt tot een toevoeging in de Nederlandse tekst van het lidwoord « de » aan het bestaande artikel 5, 3°, van de wet, en in de Franse tekst tot een vervanging in dezelfde bepaling van het onbepaald lidwoord « les ».

5.2. L'article 2 en projet est tout autant dépourvu de fondement légal, dans la mesure où il ajoute à l'article 5 de la loi que les limites de la région portuaire sont fixées sur la proposition conjointe des Ministres des Communications et des Travaux publics et que l'avis de la société visée à l'article 6 de la loi, qui se substitue à l'avis du Conseil de la politique portuaire et industrielle, sera émis dans les trois mois, faute de quoi les limites de la région portuaire seront fixées par le Roi, sans cet avis.

5.3. Il conviendrait d'omettre également l'article 6 du projet, l'insertion dans l'article 18 de la loi de la mention que l'arrêté royal fixant la composition et le mode de fonctionnement du Conseil de concertation est pris sur la proposition du Ministre des Communications, n'ayant manifestement aucune incidence sur les dépenses de l'Etat.

6. L'article 8 du projet a pour objet de mettre la loi du 19 juin 1978 en vigueur à la date du 31 mars 1987. Selon le texte actuel de l'article 33 de la loi précitée, le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de celle-ci. Le but poursuivi peut être atteint par la voie d'un arrêté royal « ordinaire ». Il n'est pas clair, dès lors, en quoi la modification de l'article 33 aurait un effet d'économie pour l'Etat. Cette disposition non plus ne trouve donc de fondement légal dans la loi de pouvoirs spéciaux du 27 mars 1986.

La chambre était composée de :

MM. :
Gh. Tacq, président de chambre;
L. Verschooten et Mme M. Vrints, conseillers d'Etat;
G. De Sloover, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. L. Verschooten.

Le rapport a été présenté par M. R. Stevens, auditeur adjoint.

Le greffier,
G. De Sloover.

Le président,
Gh. Tacq.

31 MARS 1987. — Arrêté royal n° 523 modifiant la loi du 19 juin 1978 relative à la gestion du territoire de la rive gauche de l'Escaut à hauteur d'Anvers et portant des mesures de gestion et d'exploitation du port d'Anvers

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment l'article 1er, 2°, d);

Vu la loi du 19 juin 1978 relative à la gestion du territoire de la rive gauche de l'Escaut à hauteur d'Anvers et portant des mesures de gestion et d'exploitation du port d'Anvers;

Vu l'urgence;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications et de Notre Ministre des Travaux publics et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 5, 3°, de la loi du 19 juin 1978 relative à la gestion du territoire de la rive gauche de l'Escaut à hauteur d'Anvers et portant des mesures de gestion et d'exploitation du port d'Anvers est remplacé par la disposition suivante :

« 3° les territoires situés au sud du bassin du canal, ainsi qu'au nord, une zone située autour du bassin et des darses et les bandes situées le long de l'Escaut et destinées à l'aménagement de zones d'amarrage pour navires et bateaux. »

Art. 2. Dans l'article 5, le dernier alinéa de la même loi est remplacé par les alinéas suivants :

« Les limites de la région portuaire sont fixées par le Roi, sur la proposition des Ministres des Communications et des Travaux publics, après avis de la Société pour la politique foncière et industrielle.

La Société donnera son avis endéans les trois mois de la demande, sinon l'arrêté royal sera pris sans cet avis. »

5.2. Ook artikel 2 van het ontwerp mist rechtsgrond in de mate dat het aan artikel 5 van de wet toevoegt dat de grenzen van het havengebied worden vastgesteld op het gezamenlijk voorstel van de Ministers van Verkeerswezen en van Openbare Werken en dat het advies van de bij artikel 6 van de wet bedoelde maatschappij, dat in de plaats komt van het advies van de Raad voor haven- en industrialisatiebeleid, wordt gegeven binnen drie maanden, bij gebrek waaraan de grenzen van het havengebied door de Koning worden vastgesteld zonder dit advies.

5.3. Ook artikel 6 van het ontwerp wordt geschrapt. De toevoeging aan artikel 18 van de wet dat het koninklijk besluit dat de samenstelling en de werking van de Raad voor overleg bepaalt, wordt vastgesteld op de voordracht van de Minister van Verkeerswezen, heeft immers duidelijk geen enkele uitwerking op de uitgaven van de Staat.

6. Artikel 8 van het ontwerp beoogt de wet van 19 juni 1978 op 31 maart 1987 in werking te doen treden. Volgens de huidige tekst van artikel 33 van die wet bepaalt de Koning de datum van inwerkingtreding ervan. Om het beoogde doel te verwezenlijken volstaat het een « gewoon » koninklijk besluit te nemen. Het is dan ook niet duidelijk in welk opzicht de wijziging van artikel 33 voor de Staat een kostenbesparend effect heeft. Ook deze bepaling van het ontwerp vindt bijgevolg geen rechtsgrond in de bijzondere-machtwet van 27 maart 1986.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :
Gh. Tacq, kamervoorzitter;
L. Verschooten en Mevr. M. Vrints, staatsraden;
G. De Sloover, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer L. Verschooten.

Het verslag werd uitgebracht door de heer R. Stevens, adjunct-auditeur.

De griffier,
G. De Sloover.

De voorzitter,
Gh. Tacq.

31 MAART 1987. — Koninklijk besluit nr. 523 tot wijziging van de wet van 19 juni 1978 betreffende het beheer van het Linkerscheldeovergebied ter hoogte van Antwerpen en houdende maatregelen voor het beheer en de exploitatie van de haven van Antwerpen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op artikel 1, 2°, d);

Gelet op de wet van 19 juni 1978 betreffende het beheer van het Linkerscheldeovergebied ter hoogte van Antwerpen en houdende maatregelen voor het beheer en de exploitatie van de haven van Antwerpen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;
Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen en Onze Minister van Openbare Werken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 5, 3°, van de wet van 19 juni 1978 betreffende het beheer van het Linkerscheldeovergebied ter hoogte van Antwerpen en houdende maatregelen voor het beheer en de exploitatie van de haven van Antwerpen wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° de gebieden ten zuiden van het kanaaldok, alsmede ten noorden een zone omheen het kanaaldok en de insteekdokken, alsook de stroken langsheen de Schelde, die bestemd zijn voor de aanleg van meergelegenheden van zee- en binnenschepen. »

Art. 2. Artikel 5, laatste lid van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« De grenzen van het havengebied worden, op voorstel van de Ministers van Verkeerswezen en van Openbare Werken, na advies van de maatschappij voor Grond- en Industrialisatiebeleid door de Koning vastgesteld.

De Maatschappij zal haar advies geven binnen de drie maand van de aanvraag, zo niet wordt het koninklijk besluit genomen zonder dit advies. »

Art. 3. L'article 9 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 9 : En vue de réaliser son objet, la Société se chargera d'acquérir et d'aménager les terrains de la région portuaire et de la région industrielle situés sur le territoire R.G.E.

Les terrains déjà acquis pour le compte de l'Etat sont cédés à la Société, compte tenu des droits acquis par les tiers. Le Roi fixe les conditions de cette cession.

La cession des terrains visés dans l'article 11, premier alinéa, aura lieu pour le 31 décembre 1987 au plus tard. Les terrains qui n'auront pas encore été cédés à cette date seront repris par l'Etat qui les cédera directement à la Ville d'Anvers. »

Art. 4. Dans l'article 11, le premier alinéa de la même loi est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les terrains situés au sud du bassin du canal, ainsi qu'une zone homogène située au nord autour du bassin du canal, des darses et les bandes situées le long de l'Escaut, destinés au transbordement et à l'entreposage portuaire, sont transférés par la société à la ville d'Anvers aux conditions auxquelles elle les a elle-même acquis. »

Art. 5. L'article 13 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 13 : Pendant une période de dix ans, à partir du 31 mars 1987, le bénéfice d'exploitation de la Société est en première instance destiné à couvrir les pertes de l'exploitation du port de la rive gauche de l'Escaut. Le solde est ensuite, après octroi des intérêts normaux et constitution des réserves légales et autres réserves jugées nécessaires, attribué pour un tiers à l'Association Intercommunale du Pays de Waas et à la commune de Beveren et distribué, pour les deux autres tiers, entre l'ensemble des actionnaires.

En vertu d'un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, la période de dix ans mentionnée au premier alinéa peut être prolongée. »

Art. 6. L'article 18, dernier alinéa de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« La composition et le mode de fonctionnement du Conseil sont fixés par le Roi, sur proposition du Ministre des Communications. »

Art. 7. L'article 29 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 29 : Sans préjudice des dispositions légales en matière d'aménagement du territoire, les personnes et instances désignées dans le territoire R.G.E. pour l'établissement de plans d'aménagement, de plans directeurs ou de structure, ainsi que de tous plans relatifs à l'aménagement de l'infrastructure, informent également la Société de l'étude préliminaire en lui communiquant tous les avant-projets ou projets de plans.

La Société peut à tout moment émettre les observations ou présenter les suggestions qu'elle juge utiles. »

Art. 8. L'article 33 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 33 : La présente loi entre en vigueur le 31 mars 1987. »

Art. 9. Les articles 16, 17 et 21 de cette même loi sont abrogés.

Art. 10. Notre Ministre des Communications et Notre Ministre des Travaux publics sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :

Pour le Ministre des Communications et du Commerce extérieur,
absent :

Le Vice-premier Ministre et Ministre du Budget,
de la Politique scientifique et du Plan,

G. VERHOFSTADT

Le Ministre des Travaux publics,
L. OLIVIER

Art. 3. Artikel 9 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 9 : Tot verwezenlijking van haar doel verwerft de Maatschappij de gronden van het havengebied en van het industriegebied in het L.S.O.-gebied en maakt ze bouwrijp.

De gronden die reeds voor rekening van de Staat werden verworven worden aan de Maatschappij overgedragen, rekening houdend met de door derden verkregen rechten. De Koning bepaalt de voorwaarden van deze overdracht.

De overdracht van de in artikel 11, eerste lid, bedoelde gronden zal geschieden tenlaatste op 31 december 1987. De op deze datum niet-overgedragen gronden worden teruggenomen door de Staat die ze rechtstreeks aan de Stad Antwerpen zal overdragen. »

Art. 4. Artikel 11, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende lid :

« De terreinen ten zuiden van het kanaaldok en een homogene zone ten noorden omheen het kanaaldok, de insteedokken en de stroken langsheen de Schelde, bestemd voor overslag en havengebonden opslag die de Maatschappij verwerft, worden door de Maatschappij aan de Stad Antwerpen overgedragen tegen dezelfde voorwaarden als ze deze zelf verworven heeft. »

Art. 5. Artikel 13 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 13 : Gedurende een periode van tien jaar, ingaande op 31 maart 1987, wordt het batig exploitatiesaldo van de Maatschappij in eerste instantie aangewend voor de dekking van de verliezen van de exploitatie van de haven op de Linkerscheldeoever. Vervolgens wordt het resterende gedeelte, na toekenning van een normale intrestvergoeding en na de vorming van de wettelijke en de andere noodzakelijk geachte reserves, voor één derde toegekend aan de Intercommunale Vereniging van het Land van Waas en de Gemeente Beveren en voor twee derden verdeeld over alle aandeelhouders.

De in het eerste lid bepaalde periode van tien jaar kan bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit worden verlengd. »

Art. 6. Artikel 18, laatste alinea, van dezelfde wet, wordt vervangen door volgende bepaling :

« De samenstelling en werking van de Raad worden bepaald door de Koning op voorstel van de Minister van Verkeerswezen. »

Art. 7. Artikel 29 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 29 : Onverminderd de wettelijke beschikkingen inzake ruimtelijke ordening houden de personen en instanties die in het L.S.O.-gebied aangewezen zijn voor het opmaken van plannen van aanleg, richt- of structuurplannen, alsmede alle plannen in verband met de infrastructurele uitbouw eveneens de maatschappij op de hoogte van de voorstudie en delen zij haar alle voorontwerpen of ontwerpplannen mede.

De Maatschappij kan te allen tijde de opmerkingen maken of suggesties voordragen die zij nuttig acht. »

Art. 8. Artikel 33 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 33 : Deze wet treedt in werking op 31 maart 1987. »

Art. 9. De artikelen 16, 17 en 21 van dezelfde wet worden opgeheven.

Art. 10. Onze Minister van Verkeerswezen en Onze Minister van Openbare Werken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

Voor de Minister van Verkeerswezen en Buitenlandse Handel,
afwezig :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
Wetenschapsbeleid en het Plan,

G. VERHOFSTADT

De Minister van Openbare Werken,
L. OLIVIER